

## **Les services publics. Un enjeu de société.**

Les services publics sont le seul patrimoine de ceux qui n'en ont aucun.

Les services publics garantissent l'exercice des droits fondamentaux.

Les services publics permettent la répartition des coûts sans avoir à verser des dividendes aux actionnaires.

Les services publics ont un principe : « **Celui qui peut le plus participer le plus à travers l'impôt sur le revenu, sur la fortune ou sur les sociétés et tout un chacun a accès aux prestations selon ses besoins** ».

Retenons ! La garantie du droit individuel est indissociable de l'intérêt général.

Retenons ! Une entreprise privée n'est pas chargée des intérêts collectifs mais des siens propres.

### **Les services publics sont l'outil essentiel que se donne la puissance publique pour :**

L'Etat Républicain est le garant de l'égalité de traitement en tous les points du territoire national. Des services publics performants permettent, par le système de péréquation, d'assurer concrètement ce principe D'EGALITE inscrit au fronton des mairies. C'est ce qui définit notre vivre ensemble. Pour que cela soit économiquement viable, il faut que les entreprises publiques et les services publics soient en situation de monopole afin de ne pas gaspiller des moyens en marketing ou en publicité.

Nous voyons ainsi apparaître deux logiques antinomiques, d'un côté la solidarité et de l'autre la concurrence.

A l'heure où la grande crise économique, politique, écologique, sociale et morale frappe de plein fouet notre quotidien. A l'heure où les licenciements économiques et boursiers n'ont jamais été aussi nombreux. A l'heure où la rémunération du capital et l'emprise de la finance internationale sont une véritable insulte au bon sens et au degré d'humanité que chaque individu normalement constitué doit avoir. A l'heure où les délocalisations et la croissance programmée du chômage sont prévisibles. Face à toutes les régressions annoncées nous avons besoin d'une réponse coordonnée au niveau national.

### **Le TSCG (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union européenne), aussi appelé traité de « la règle d'or ».**

Le 2 mars 2012, Nicolas Sarkozy, Angéla Merkel et 25 chefs d'Etat ont signé un nouveau traité européen.

Ce traité constitue une attaque féroce contre la démocratie et la souveraineté nationale : obligation constitutionnelle de plans d'austérité, abandon de la souveraineté budgétaire des États, contraints de se soumettre aux critères européens, interventions d'émissaires européens non élus dans les décisions nationales.

S'il était adopté, l'article 5 du traité imposerait par exemple, dès 2013, au prochain gouvernement quel qu'il soit, de faire **plus de 80 milliards d'euros d'économie**, cela signifierait pour nous l'accélération de plans d'austérité sur le modèle de la Grèce ou de l'Espagne.

Pour entrer en vigueur, le TSCG devrait être soumis à ratification en France dans les prochaines semaines. **Tous ensemble résistons aux assauts du marché.**

### **Dans la logique ultralibérale mise en avant :**

La flexibilité du marché du travail, avec son corollaire, la fin du CDI, doit s'appliquer rapidement en France. L'objectif n'est ni plus ni moins que le démantèlement du droit du travail. Les lois du marché, gravées dans le marbre du traité de Lisbonne, vont imposer au peuple français ce qu'il a rejeté en 2005. Le droit de travailler ne sera qu'un artifice peu contraignant pour masquer les destructions prévisibles. La fameuse directive service, mieux connue sous l'appellation : **La directive Bolkestein**, va permettre de détruire les acquis sociaux sous le fallacieux prétexte de réduction des coûts.

### **Jacques Cotta, dans ses deux derniers livres.**

Il aborde ces sujets qui se posent à nous avec une brûlante actualité. La conférence qu'il donnera le 7 juin à Nice a pour but d'informer sur ces questions majeures. Il faut être armé pour affronter les régressions à venir, les plans de licenciements boursiers, les délocalisations, l'explosion du chômage, nécessitent une bonne connaissance théorique pour essayer d'infléchir le cours de l'histoire. Essayons de lever la tête pour remettre la dimension humaniste au cœur du débat. Comme l'indique une citation bien connue : **« Ils ne sont grands que parce que nous sommes à genoux »**. Pensons aussi à l'effet **Dracula**. **En effet si le célèbre vampire est en pleine lumière, il n'a d'autre choix que de se terrer dans un trou noir, il ne supporte pas la lumière.**